



Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

MARCHE DE SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES

**PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT DANS LES
CHOIX D'AMENAGEMENTS INTERIEURS ET
EXTERIEURS DES ESPACES DU NOUVEL ENSEMBLE
HOSPITALO-UNIVERSITAIRE**

DIT « PROJET ILE DE NANTES »

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	4
1.1. PREAMBULE	4
1.2. OBJET DU MARCHE et decomposition	5
1.3. allotissement et FORME DU MARCHE	5
1.4. FORME DU MARCHE	5
1.5. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
1.6. ORGANISATION DU MAITRE D'OUVRAGE	6
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
2.1. PIECES A VALEUR CONTRACTUELLE	7
2.2. pieces a remettre au titulaire du marche	7
ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DU PRESENT MARCHE.....	8
3.1. Element de mission N°1 – déploiement du concept : « Etudes de Conception »	9
3.1.1 Espaces intérieurs (l'ensemble des halls situés au rez-de-chaussée).....	10
3.1.2 Espaces intérieurs (les salles d'attente).....	11
3.1.3 Espaces extérieurs (internes au site aux abords des bâtiments).....	11
3.2. Element de mission N°2 – déclinaison du concept élaboré en cahier des charges techniques.....	12
3.3. Element de mission N°3 – réalisation du concept (FORMALISATION D'AVIS AU MAÎTRE d'OUVRAGE)	13
3.3.1 Avis sur les études d'exécution	13
3.3.2 Avis après réalisation	13
ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
4.1. IDENTIFICATION DES PERSONNES AFFECTÉES AU PROJET	14
4.2. OBLIGATIONS SPECIFIQUES	14
4.2.1. Compétences du titulaire.....	14
4.2.2. Secret professionnel et obligation de discrétion	14
4.2.3. Protection des données à caractère personnel	15
4.2.4. Présence aux réunions de travail	15
4.2.5. Emploi obligatoire de la langue française.....	15
4.3. SOUS-TRAITANCE.....	16
4.4. LIVRABLES A REMETTRE : FORME ET QUANTITE	16
4.4.1. Présentation des livrables : Forme et Quantité	16
4.4.2. Réception/ Validation des prestations par le Maître d'Ouvrage	16
ARTICLE 5 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE.....	17
5.1. DUREE indicative DU MARCHE	17
5.1.1. Démarrage des prestations	17
5.1.2. Achèvement des prestations	17
5.2. engagement contractuel du titulaire relatif aux éléments de mission n°1 et n°2	17
5.3. PERIODES D'INTERVENTIONS PREVISIONNELLES RELATIVES A L'ELEMENT DE MISSION N°3	17

ARTICLE 6 : PRIX ET REGLEMENT	18
6.1. PRIX	18
6.1.1. Forme du prix	18
6.1.2. Contenu du prix	18
6.1.3. Unité monétaire	18
6.2. VARIATION DU PRIX	19
6.2.1 Coefficient de révision	19
6.2.2 Mois d'établissement du prix du marché	19
6.2.3. Choix de l'index de référence	19
6.3. MODALITES DE REGLEMENT	20
6.3.1. Règlements partiels définitifs	20
6.3.2. Mode de règlement.....	20
6.3.3. Délai de paiement – intérêts moratoires.....	20
ARTICLE 7 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETES	22
7.1. AVANCE.....	22
7.2. RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT	22
7.3. NANTISSEMENT DU MARCHE.....	22
7.4. ASSURANCES	22
ARTICLE 8 : PENALITES.....	23
8.1. PENALITES de retard.....	23
8.2. autres penalites.....	24
8.3. modalites d'APPLICATION DES PENALITES	24
ARTICLE 9 : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	25
9.1. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS	25
9.2. INDEMNITES	25
ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHE	26
10.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	26
10.2. RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE DU MARCHE	26
10.3. RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE.....	26
ARTICLE 11 : UTILISATION DES RESULTATS	27
ARTICLE 12 : LITIGES	27
ARTICLE 13 : LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	28

ARTICLE 1 : CARACTERISTIQUES DU MARCHE

1.1. PREAMBULE

1.1.1. Nouvel Hôpital dit « Projet Ile de Nantes »

Le « Projet Ile de Nantes » du CHU de Nantes vise à **regrouper sur un site unique**, l'Ile de Nantes, à l'horizon 2027 :

- les activités de court séjour nécessitant un plateau technique du CHU aujourd'hui réparties sur deux sites distincts (Hôtel Dieu-Hôpital mère-enfant en centre-ville de Nantes et Hôpital Guillaume et René Laennec (HGRL) sur la commune de Saint-Herblain),
- un Institut de Recherche en Santé, l'IRS 2020, dédié aux équipes de recherche labellisées dédié aux équipes de recherche labellisées, qui vise à développer et renforcer les infrastructures et équipements de recherche en santé du territoire nantais.

Cette opération s'inscrit dans un projet métropolitain plus vaste de **création d'un « quartier de la santé »** en plein cœur de ville, qui intégrera les formations universitaires en Santé (facultés de médecine, odontologie et certaines années de la pharmacie), six instituts de formations paramédicales (infirmiers, aides-soignants...), les formations continues paramédicales et les formations en santé de Nantes Université.

Ce nouvel ensemble hospitalo-universitaire totalise environ 1 500 lits et places.

1.1.2. Lieu de construction

Les travaux se déroulent actuellement dans la partie Ouest de l'Ile de Nantes située à Nantes en Loire Atlantique (Département 44).

1.1.3. Calendrier

La réception des ouvrages du Nouvel Hôpital est prévue fin 2026.

1.1.4. Intervenants

Le CHU de Nantes en tant que **« Maître d'Ouvrage »** a fait tout particulièrement appel pour cette opération à divers intervenants dont le suivant :

✓ **Le « maître d'œuvre d'exécution »**

Le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre d'exécution, également chargé de la coordination des systèmes de sécurité incendie, de la synthèse et du BIM management, est le groupement **« Patriarche (mandataire) / EDEIS / Builders & Partners »**.

Il exerce également le rôle de coordonnateur des systèmes de sécurité incendie pour la réalisation des ouvrages concernés.

Il est nommé de la sorte dans le présent document.

Le titulaire du présent marché n'est pas considéré comme un intervenant de la présente opération dans la mesure où il ne sera pas supervisé par le maître d'œuvre.

Il est qualifié de « **prestataire du Maître d'Ouvrage** », participant à titre ponctuel à cette opération.

1.2. OBJET DU MARCHE ET DECOMPOSITION

Le présent marché vise à accompagner le CHU de Nantes, Maître d'Ouvrage de l'opération de construction du nouvel hôpital dit « Projet Ile de Nantes, dans les choix d'aménagement intérieurs et extérieurs de certains espaces, afin de garantir la qualité des usages au sein du nouvel établissement tout en renforçant la visibilité de l'identité du CHU de Nantes.

En effet, le design environnemental constitue un élément complémentaire s'articulant avec l'image de marque du CHU et la signalétique fonctionnelle, de manière à favoriser un sentiment d'appartenance de l'utilisateur et renforcer son repérage lors de son parcours.

Le présent marché se décompose ainsi en trois (3) éléments de mission, qui sont les suivants :

- **Élément de mission 1 / Déploiement du concept : « études de Conception »**
- **Élément de mission 2 / Déclinaison du concept élaboré en cahier des charges technique**
- **Élément de mission 3 / Suivi de la réalisation :**
 - 1°) avis sur les études d'exécution
 - 2°) avis après réalisation

Les modalités d'exécution du marché sont détaillées à l'article 3 du présent CCP.

Le titulaire du marché accomplira sa mission sous le contrôle du Maître d'Ouvrage.

1.3. ALLOTISSEMENT ET FORME DU MARCHE

Le présent marché fait l'objet **d'un lot unique.**

1.4. FORME DU MARCHE

Le marché comporte une tranche ferme ainsi qu'une tranche optionnelle au sens des articles R.2113-4 à R.2113-6 du C.C.P.

La tranche optionnelle concerne exclusivement les salles d'attente. **Seuls les éléments de mission n°2 et n°3 relatifs aux salles d'attente constituent la tranche optionnelle.**

L'élément de mission n°1 relatif aux salles d'attente est incorporé dans la tranche ferme du marché.

Aussi, la tranche ferme du marché inclut toutes les prestations de déploiement du concept y compris pour les salles d'attentes.

L'affermissement de la présente tranche optionnelle sera subordonné à une décision formelle du Maître d'Ouvrage qui interviendra **au plus tard au démarrage de l'élément de mission n°2 : Déclinaison du concept élaboré en cahier des charges.**

Il n'est prévu ni indemnité d'attente, ni indemnité de dédit en cas de non affermissement de cette tranche optionnelle.

1.5. PRESTATIONS SIMILAIRES

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché précédent.

1.6. ORGANISATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Les principes d'organisation du Maître d'Ouvrage sont définis comme suit :

- Le « comité de pilotage », instance décisionnelle du Maître d'Ouvrage, sera en charge de valider chaque étape de consolidation du travail.
- Le « groupe projet » suivra et validera au fur et à mesure les réflexions et travaux dus dans le cadre de la présente prestation

Des réunions plus ponctuelles avec le chef de projet seront organisées en dehors du groupe projet afin de suivre l'opération au plan opérationnel.

Le nombre et la périodicité des réunions dites de « coordination » avec le Maître d'Ouvrage (comité de pilotage, rencontres avec le chef de projet, le groupe projet ou autres) seront fixés d'un commun accord. Ces réunions permettront, en particulier, de suivre l'état d'avancement du projet, son calendrier et l'évolution des coûts, etc.

Le titulaire du marché assurera l'animation de **toutes les réunions** ainsi que la rédaction et la diffusion des comptes rendus dans un délai maximum de 3 jours ouvrés à compter du jour de la réunion.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1. PIECES A VALEUR CONTRACTUELLE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes notamment financières
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - Plans de repérage des espaces à traiter par niveaux
 - Principes de colorimétrie
 - Principes de signalétique
- L'offre technique établie par le titulaire du marché
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles (NOR: ECOM2106874A), dans sa version en vigueur à la date de signature du marché et sous réserve des dérogations expressément prévues dans le présent CCP
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents ci-dessus, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

2.2. PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE DU MARCHE

La notification du marché comprend une copie délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, de l'acte d'engagement et de son annexe financière : répartition des prestations par cotraitant ainsi que de tous documents nouveaux ou modifiés de manière non substantielle par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, la notification ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DU PRESENT MARCHÉ

Le présent marché consiste à définir les ambiances des espaces emblématiques en accord avec les usages et l'identité visuelle du CHU.

Le nouvel hôpital sur l'île de Nantes, dont l'ouverture est prévue mi 2027, est porteur d'une ambition forte, en termes d'intégration dans la ville et de réponse aux attentes de la population. Il se veut un « hôpital à hauteur d'homme ». Bien que le site soit étendu, sa conception en bâtiments distincts, reliés par des passerelles et des allées, doit favoriser cette approche.

Pour renforcer cette vision, portée par les parti-pris architecturaux, le CHU travaille avec le maître d'œuvre sur le design environnemental et la qualité des aménagements à l'intérieur comme à l'extérieur des bâtiments.

Il répond également à une ambition forte en matière de transition écologique. Les choix techniques et architecturaux le positionnent d'ores et déjà comme un hôpital éco-responsable, précurseur en terme de réponses aux enjeux environnementaux. Les choix d'aménagement doivent illustrer et conforter cet engagement.

Cette attention portée aux usages et aux ambiances doit particulièrement se concrétiser dans des espaces emblématiques situés au sein des bâtiments hospitaliers (halls, salons) et en extérieur (place et rues hospitalières).

La mission consiste à **définir les ambiances et les codes créatifs de ces espaces emblématiques en accord avec les attendus spécifiques du maître d'ouvrage et la plateforme de marque du CHU.**

Le développement de ces éléments a pour ambition :

- de créer une expérience très différenciante, qui rompe délibérément et profondément avec les codes aseptisés du monde hospitalier, afin de donner à ce nouvel hôpital une signature singulière. A cet égard, les choix réalisés devront s'inspirer du monde hôtelier et artistique, en véhiculant une expérience qui réconcilie la technique et l'émotion. Cette identité volontairement expressive et transgressive doit être un élément clé de l'identité de l'établissement pour le patient et sa famille, pour les professionnels et pour les riverains de l'hôpital. Cette signature doit contribuer à l'attractivité de l'établissement. Il doit intégrer les notions de surprise, d'expression, de chaleur. Des références iconographiques indicatives sont intégrées dans le présent cahier des charges.
- de renforcer la visibilité de l'identité du CHU tout au long du parcours de soins, interne et externe à l'hôpital ;
- de participer à la fonctionnalité du projet en prenant appui sur la signalétique fonctionnelle. Il se basera d'une part sur la définition des parcours déjà réalisés par le CHU de Nantes, et d'autre part sur la définition des différentes typologies support de signalétique implantée au sein du projet.

Le design environnemental constitue ainsi un élément complémentaire renforçant l'image de marque du CHU et la signalétique fonctionnelle, de manière à ce que l'expérience de l'utilisateur puisse constituer un élément distinctif de son expérience.

Sur la base du concept d'ambiance globale qui aura été retenu à la notification du présent marché, le titulaire du marché déploiera le concept par ses études de conception, constituant l'élément de mission n°1.

3.1. ELEMENT DE MISSION N°1 – DEPLOIEMENT DU CONCEPT : « ETUDES DE CONCEPTION »

Cet élément de mission a pour objet de déployer le concept retenu en intentions précises, spécifiques aux espaces ciblés du Nouvel Hôpital par la production d'éléments graphiques (plans, coupes, perspectives, ...), avec précision des couleurs, dimensions, matériaux et approche financière.

Toutes les préconisations relatives au mobilier nécessiteront également un niveau de précision suffisant pour permettre au Maître d'Ouvrage d'identifier les produits les plus adaptés.

Le concept sollicité ne devra pas remettre en cause certains choix qui ont déjà été opérés par le CHU de Nantes. C'est tout particulièrement le cas pour les stipulations techniques prévues dans les marchés de travaux du Nouvel Hôpital dit Projet Ile de Nantes. Ces dernières doivent être impérativement considérées comme des prérequis, à savoir notamment :

- les matériaux, revêtements et finitions divers, ainsi que le calepinage des éléments de second œuvre ;
- Les luminaires ;
- les mobiliers inclus aux marchés de travaux (banques d'accueil, assises extérieures, etc) ;
- les supports de signalétique ;
- La végétation.

De la même manière, la définition des ambiances colorimétriques du projet constitue une donnée d'entrée à la définition des ambiances et au traitement des espaces emblématiques, au sens où la polychromie constitue à la fois un élément architectural à part entière et un outil d'identification et de repérage dans l'espace.

Les études de conception sollicitées au titre de cet élément de mission devront aboutir à la formalisation d'un concept **d'un niveau de détail type « AVP »**.

Livrables attendus :

- Note de présentation des principes retenus
- Plans de repérage
- Croquis 2D et 3D
- Descriptifs matériaux et couleurs
- Plans coupes élévations côtés
- Carnet de détails
- Préconisations de déploiement des typologies appliquées à l'ensemble du projet

Pour rappel, ces éléments devront s'appuyer graphiquement sur les données d'entrées fournies par le CHU (typologies signalétiques, concepts de colorimétrie, image de marque, coupes, élévations, perspectives...) pour une mise en cohérence avec le contexte prédéfini.

Les données d'entrée fournies par le CHU seront transmises sous fichiers PDF (plans, descriptifs) et IFC (maquettes numériques) exclusivement.

Jusqu'à la validation intégrale de l'ensemble des livrables sollicités au titre de l'élément de mission n°1, le titulaire du marché sera tenu d'apporter, sans rémunération complémentaire, les correctifs nécessaires qui seront demandés par le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire du marché devra, en fonction des sollicitations du Maître d'Ouvrage, présenter ses études et ses livrables aux instances internes du CHU de Nantes.

3.1.1 Espaces intérieurs (l'ensemble des halls situés au rez-de-chaussée)

Il s'agit de donner des préconisations relatives à l'aménagement des espaces identifiés comme emblématiques à l'intérieur des bâtiments par des dispositions créatives.

Les espaces emblématiques à considérer sont les suivants :

- Hall principal (A) dont espaces d'attente et d'assise cafétéria : environ 1300 m²
- Hall bâtiment B : 640 m²
- Hall du bâtiment femme-enfant-adolescent (G), dont circulation vers point de montée et zones d'attente ouvertes : environ 700 m²
- Halls des plots d'hospitalisation à rez-de-chaussée (H, I, J, K) : 95 m² chacun
- Halls des plots d'hospitalisation niveau parking (H, I, J, K) : environ 120m² chacun
- Hall d'accès soins critiques à rez-de-chaussée (D) : 70m²
- Hall des urgences adultes (E) : 55 m²
- Hall des urgences pédiatriques, dont circulations et zone d'attente famille (L) : 90 m²
- Hall de l'imagerie externe (L) : 100m²
- Hall de l'imagerie pédiatrique (L) : 50m²
- Hall de l'ambulatoire Très courte Durée (L) : 20m²
- Hall de la Médecine Nucléaire (L) : 80m²
- Parking – zone de dépose-minute, circulation véhicules / piétons, plus particulièrement façades d'accès aux points de montée.
- Chambre mortuaire, accueil/selon des familles (C) : 55 m²

Ces préconisations devront intégrer les spécificités suivantes :

- L'identification de la lettre du bâtiment dans les halls d'accès, en simple ou double hauteur selon la configuration architecturale, pour les bâtiments A, B, D, G, H, I, J, K, O, à rez-de-chaussée et pour les bâtiments A, B, C, D, E, G, H, I, J, K en sous-sol. (cf. référence en annexe)
- Le déploiement de l'identité visuelle du CHU (dont logo) en vitrophanie des façades d'accès principaux (cf. périmètre en annexe)

3.1.2 Espaces intérieurs (les salles d'attente)

Il s'agit de donner des préconisations relatives à l'aménagement des salles d'attente des secteurs ambulatoires par dispositions créatives. Les salles d'attente sont regroupées par secteur (cf. périmètre en annexe). La mission consistera à définir une thématique par secteur (ex : secteur du plateau ambulatoire adulte) et des préconisations s'appliquant à toutes les occurrences du secteur.

Les secteurs à considérer sont les suivants :

- Plateau de consultation des bâtiments H,I,J,K à rez-de-chaussée (adulte, toutes spécialités)
 - > 52 locaux représentant 615 m²
- Plateau de consultation du bâtiment G à rez-de-chaussée (pédiatrie et gynécologie-obstétrique)
 - > 14 locaux représentant 225 m²
- Plateau de consultation du bâtiment O à rez-de-chaussée
 - > 4 locaux représentant 50 m²
- Plateau d'imagerie et médecine nucléaire bâtiment L à rez-de-chaussée
 - > 23 locaux représentant 370 m²
- Plateau ambulatoire adulte bâtiments IJ au R+1
 - > 4 locaux représentant 50 m²
- Centre de soins dentaires bâtiment H au R+1
 - > 12 locaux représentant 129 m²
- Ambulatoire gynécologie-obstétrique bâtiment L au R+2
 - > 1 attente représentant 21m²
- Ambulatoire pédiatrique bâtiment G R+3
 - > 1 local représentant 34 m²
- Salon parents pédiatrie bâtiment G R+1, R+3 et R+4
 - > 3 locaux représentant 71m²

3.1.3 Espaces extérieurs (internes au site aux abords des bâtiments)

Il s'agit de garantir une continuité et une cohérence dans les espaces extérieurs, internes au site hospitaliers (place hospitalière, allées, parvis), en lien avec les espaces en immédiate proximité (bords de Loire, jardin des enfants) aménagés par Nantes Métropole. L'objectif est de garantir une expérience du site qui réponde aux attentes de la population en matière d'intégration urbaine, d'exigence environnementale (ilots de fraîcheur), et d'hôpital à échelle humaine (vision à hauteur d'homme).

La mission consiste à proposer des recommandations sur l'aménagement de ces espaces, et des outils partagés par la MOE d'exécution du nouvel hôpital et la MOE urbaines en charge des abords.

Le prestataire sera sollicité pour participer aux réunions de concertation avec Nantes Métropole.

3.2. ELEMENT DE MISSION N°2 – DECLINAISON DU CONCEPT ELABORE EN CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES

Le concept élaboré au titre de l'élément de mission n°1 est décliné en plusieurs cahiers des charges techniques afin que le Maître d'Ouvrage puisse lancer toutes les consultations de marchés publics requises pour concrétiser le concept.

Toutes les préconisations techniques sont insérées de manière précise dans chaque cahier des charges techniques (CCTP). Tous les détails requis pour une mise en concurrence doivent être stipulés. La référence à une ou plusieurs marques est pour rappel prohibée dans un marché public.

D'une manière générale, tous les CCTP sollicités doivent être établis dans le respect des exigences en matière de commande publique. Pour ce faire, ces derniers doivent impérativement être rédigés de façon claire, précise, complète et impartiale.

De la même manière, le CHU de Nantes sollicite toutes les trames de décomposition de prix (type DPGF) contenant les métrés, afin qu'il puisse les joindre dans les dossiers de consultation des entreprises (DCE), des futures consultations de marchés publics.

A l'exception de l'établissement de ces deux types de documents, aucune autre mission n'est attendue du titulaire au titre du présent marché dans la passation des marchés publics, nécessaires à la concrétisation du concept.

Les modalités de mise en concurrence seront définies par le Maître d'Ouvrage, qui sera également en charge de la rédaction des pièces administratives et de l'analyse des offres reçues.

Aussi, il est précisé que le CHU de Nantes se servira desdits CCTP rédigés et des trames de décomposition de prix (type DPGF) établies par le titulaire du marché pour lancer toutes les consultations nécessaires à la concrétisation du concept.

Les salles d'attente font l'objet de la tranche optionnelle du marché. Tous les autres espaces emblématiques (intérieures et extérieures) constituent la tranche ferme du marché.

Jusqu'à la validation intégrale de l'ensemble des livrables sollicités au titre de l'élément de mission n°2, le titulaire du marché sera tenu d'apporter, sans rémunération complémentaire, les correctifs nécessaires qui seront demandés par le Maître d'Ouvrage.

3.3. ELEMENT DE MISSION N°3 – REALISATION DU CONCEPT (FORMALISATION D'AVIS AU MAITRE D'OUVRAGE)

Le titulaire du marché n'est pas en charge du suivi des travaux ainsi que des prestations en lien avec la réalisation du concept. Néanmoins, le CHU de Nantes attend du titulaire du marché des avis formalisés sur les études d'exécution d'une part et les travaux et prestations réalisées d'autre part.

Le titulaire du marché est effectivement tenu d'établir des avis écrits sur tout document qui lui est communiqué et de répondre par écrit à toute question qui lui est posée par le Maître d'Ouvrage. L'ensemble de ses avis devront être d'une grande clarté dans leur rédaction : précision, argumentation, termes explicites et sans équivoque, etc

Lorsque des documents d'exécution notamment, ayant déjà fait l'objet d'un avis, sont établis dans une nouvelle version, il est tenu d'examiner cette version actualisée et d'émettre un nouvel avis.

Les salles d'attente font l'objet de la tranche optionnelle du marché. Tous les autres espaces emblématiques (intérieures et extérieures) constituent la tranche ferme du marché.

3.3.1 Avis sur les études d'exécution

Le titulaire du marché est tenu de formaliser auprès du CHU de Nantes des avis après examen des documents d'exécution remis, par les titulaires en charge des travaux et prestations à réaliser pour la concrétisation du concept.

Il s'agit des plans d'exécution et études de détail que les entreprises sont tenus de remettre au CHU de Nantes avant leurs interventions sur le chantier du Nouvel Hôpital.

Le CHU de Nantes délivrera à chaque entreprise son visa, après avoir obtenu l'avis du titulaire du marché, sur les documents d'exécution présentés par l'entreprise, avant toute intervention sur le chantier.

Le Maître d'Ouvrage sera l'unique interlocuteur du titulaire durant cette phase d'études d'exécution.

3.3.2 Avis après réalisation

Avant de réceptionner les travaux et les prestations des entreprises, en charge de la concrétisation du concept, le CHU de Nantes souhaite obtenir du titulaire du marché des avis formalisés.

Pour ce faire, le titulaire du marché viendra constater, sur place en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage, les travaux et prestations réalisés sur le chantier et formaliser par écrit ses avis en lien avec la conformité du concept qu'il a élaboré.

Plusieurs visites de chantier seront nécessaires pour effectuer les constats.

Le titulaire du marché sera amené à venir sur site autant de fois que nécessaire et souhaité par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1. IDENTIFICATION DES PERSONNES AFFECTEES AU PROJET

La bonne exécution du marché dépend essentiellement des personnes physiques qui sont désignées pour assurer, exécuter et conduire l'ensemble des prestations du marché

Aussi, les personnes dédiées à l'exécution du présent marché sont nommément désignées dans le marché conclu.

Le titulaire du marché s'engage, dans la limite du droit des salariés à la démission et du cas de force majeure, à maintenir chaque personne dans son rôle et sa fonction pendant toute la durée du marché, sauf si le Maître d'Ouvrage donne son accord exprès au remplacement d'une personne.

Il s'engage, tout particulièrement, à affecter à la chefferie du projet la personne nommément désignée à cet effet dans le contrat. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de projet, ce dernier sera dûment représenté par le suppléant indiqué à cet effet dans l'acte d'engagement.

Les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-PI sont applicables.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage conserve la faculté de récuser en cours d'exécution du présent marché, toute personne dont le comportement ou la probité ne seraient pas jugés selon lui compatibles avec le bon déroulement de la présente mission.

4.2. OBLIGATIONS SPECIFIQUES

4.2.1. Compétences du titulaire

Le titulaire du marché dispose et s'entoure de toutes les compétences requises pour mener à bien le présent marché.

4.2.2. Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire du marché est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Le présent marché comporte dès lors une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire du marché doit informer ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité.

En cas de manquement, par le titulaire du marché ou son sous-traitant, à ses obligations relatives à la confidentialité, le marché pourra être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG-PI.

La remise de documents à des tiers est strictement interdite sans l'accord préalable et exprès du Maître d'Ouvrage.

4.2.3. Protection des données à caractère personnel

Pour l'exécution du présent marché public, le titulaire du marché et le cas échéant ses sous-traitants, est (sont) tenu(s) au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« le règlement européen sur la protection des données »).

En cas de manquement, par le titulaire du marché ou son sous-traitant, à ses obligations relatives à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG-PI.

4.2.4. Présence aux réunions de travail

Pour mener à bien les prestations, le titulaire du marché et toute son équipe seront amenés à se déplacer au CHU de Nantes, pour d'une part rencontrer certains acteurs du Projet Ile de Nantes. Effectivement, à titre ponctuel, le titulaire du marché pourra être amené à participer à des réunions avec la maîtrise d'œuvre d'exécution du projet et le cas échéant aux réunions de concertation avec Nantes Métropole.

D'autre part, il est attendu du titulaire du marché et de son équipe qu'ils s'entretiennent occasionnellement avec la Direction Générale du CHU de Nantes au sujet des enjeux de la présente mission et tout particulièrement des prestations remises.

Le titulaire du marché a dès lors l'obligation de participer à toutes les réunions où sa présence sera sollicitée par le Maître d'Ouvrage, aux dates et lieux déterminés par ce dernier, durant toute la durée du marché.

Certaines réunions intermédiaires de travail pourront se faire en visioconférence, **il est néanmoins demandé que la quasi-totalité des réunions se tiennent en présentiel**. C'est tout particulièrement le cas avec les réunions avec les « comité de pilotage » et « groupe projet » visés à l'article 1.6 ci-avant.

Le titulaire du marché assurera, le cas échéant, l'animation de ces réunions sur demande du Maître d'Ouvrage ainsi que la rédaction et la diffusion des comptes rendus dans un délai maximum de 3 jours ouvrés à compter du jour de la réunion.

4.2.5. Emploi obligatoire de la langue française

L'emploi de la langue française sera obligatoire pour la rédaction de l'ensemble des livrables, de toute documentation et de toute correspondance relatives au présent marché.

4.3. SOUS-TRAITANCE

Le présent marché peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

L'opérateur unique, titulaire du marché ou un membre du groupement le cas échéant, peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

4.4. LIVRABLES A REMETTRE : FORME ET QUANTITE

4.4.1. Présentation des livrables : Forme et Quantité

Le titulaire sera tenu de présenter les livrables attendus au titre du marché ainsi que ceux qu'il s'est engagé à fournir dans le cadre de son offre (forme, quantité, support, format...).

Les comptes rendus de réunion seront adressés au Maître d'Ouvrage par voie dématérialisée.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le Maître d'Ouvrage de la date à laquelle les livrables lui seront présentés.

4.4.2. Réception/ Validation des prestations par le Maître d'Ouvrage

Les modalités de réception des prestations sont celles énoncées aux articles 26 et 27 du CCAG PI.

Le Maître d'Ouvrage prononcera ainsi, dans un délai d'un mois maximum par dérogation à l'article 26.2 du CCAG-PI, à réception avec ou sans réserve, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet de chaque livrable attendu du marché.

Aussi, par dérogation à l'article 27 du CCAG PI, le Maître d'Ouvrage pourra prononcer une décision de « réception avec réserves » s'il estime que les réserves qu'il émet sont susceptibles d'être prises en compte dans le cadre de l'élément de mission ultérieur.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu de lever lesdites réserves, sous peine de voir prise a posteriori une décision de réception avec réfaction des documents n'ayant initialement fait l'objet que de réserves.

La « décision de réception avec réserves » a les mêmes effets qu'une décision de réception en ce qui concerne les délais.

ARTICLE 5 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

5.1. DUREE INDICATIVE DU MARCHE

Le marché dispose d'une durée approximative d'un (1) à deux (ans) à compter de sa notification.

5.1.1. Démarrage des prestations

La notification du marché vaut ordre de démarrage d'exécution des prestations de l'ensemble du marché.

Une fois le marché notifié (fin mai 2026 à titre indicatif), « une réunion de lancement » sera organisée par le Maître d'Ouvrage en concertation avec le titulaire du marché.

5.1.2. Achèvement des prestations

L'achèvement du marché se fera lorsque tous les livrables attendus et tous les avis sollicités du marché, auront été approuvés par le Maître d'Ouvrage suivant les modalités stipulées à l'article 4.4.2 ci-avant.

5.2. ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU TITULAIRE RELATIF AUX ELEMENTS DE MISSION N°1 ET N°2

Le titulaire du marché s'engage à exécuter l'ensemble des prestations relatives aux éléments de mission n°1 et n°2 ainsi qu'à remettre l'ensemble des livrables attendus, **au plus tard le 30 octobre 2026**.

En cas de non-respect, les pénalités prévues à l'article 8.1.1 ci-après lui seront appliquées.

5.3. PERIODES D'INTERVENTIONS PREVISIONNELLES RELATIVES A L'ELEMENT DE MISSION N°3

La période de concrétisation du concept ne pourra avoir lieu qu'une fois les ouvrages construits du Nouvel Hôpital réceptionnés. Cette réception est prévue fin 2026 à titre prévisionnel.

Les travaux et les prestations des entreprises, en charge de la concrétisation du concept se dérouleront au cours du premier semestre 2027.

Les avis sollicités du titulaire du marché sur les études d'exécution seront attendues au cours du premier semestre 2027.

Tous les constats sur site se feront également au cours du premier semestre voire du seconde semestre 2027.

ARTICLE 6 : PRIX ET REGLEMENT

6.1. PRIX

6.1.1. Forme du prix

Le prix des prestations faisant l'objet de ce marché, inscrit à l'article B1 de l'acte d'engagement, est global et forfaitaire.

La décomposition du prix global et forfaitaire est précisée, dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) annexée à l'acte d'engagement.

Ce dernier définit clairement ce qui devra être réglé respectivement au titulaire du marché et le cas échéant à ses cotraitants ainsi qu'à ses sous-traitants.

6.1.2. Contenu du prix

Les prix sont réputés complets étant donné qu'ils doivent couvrir l'ensemble des frais engagés par le titulaire du marché pour exécuter l'intégralité des prestations du marché.

Les frais relatifs à la participation aux réunions, aux déplacements, à l'hébergement éventuel, à la reprographie des documents intermédiaires et définitifs, aux éventuels correctifs sollicités de certains livrables, sont inclus dans les prix.

De même, ces prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations de ce marché.

Ces prix sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre dudit marché.

Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

6.1.3. Unité monétaire

L'unité monétaire retenue est l'euro (€).

6.2. VARIATION DU PRIX

Tous les prix du marché sont réputés révisables : prix global et forfaitaire et prix unitaires du bordereau des prix unitaires (BPU).

6.2.1 Coefficient de révision

Le coefficient de révision « Cn » applicable pour le calcul d'un acompte ou d'un paiement partiel définitif est donné par la formule :

$$C_n = [0,15] + [0,85] \times [I(n)-3 \text{ mois}]/[I(o)-3 \text{ mois}]$$

I(o) = valeur de l'index ingénierie du mois « Mo » d'établissement du prix précisé à l'article 6.2.2 ci-après (mois de la date de remise des offres)

I(n) = valeur de l'index ingénierie du mois de réalisation des prestations

Toutefois, si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La périodicité de la révision devra suivre la périodicité des acomptes.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les révisions des acomptes pourront être effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes de paiement. Elles seront ensuite le cas échéant rectifiées à l'occasion du versement des demandes de paiement ultérieures au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent

6.2.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du **mois de la date de remise des offres « finales »**.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

6.2.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence est l'index « ingénierie ».

6.3. MODALITES DE REGLEMENT

6.3.1. Règlements partiels définitifs

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction de l'avancement de l'exécution des prestations et tout particulièrement après que les livrables du titulaire ont été transmis au Maître d'ouvrage.

Pour ce faire, le titulaire du marché devra joindre à chaque demande de paiement toutes les justifications requises concernant l'avancement de l'exécution des prestations facturées. Il devra tout particulièrement indiquer pour chaque livrable facturé la date de remise au Maître d'Ouvrage.

6.3.2. Mode de règlement

Le mode de règlement du marché sera le virement bancaire.

Les paiements seront effectués par les soins de Monsieur le Trésorier Principal du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes.

6.3.3. Délai de paiement – intérêts moratoires

Les paiements seront effectués suivant les règles de la comptabilité publique et notamment conformément aux dispositions des articles R.2191-23 à R.2191-31 du Code la Commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à 50 jours à compter de la réception de la facture conformément aux dispositions de l'article R 2192-11 1° du Code du la commande publique.

Le point de départ dudit délai sera la date de réception de la facture, après exécution et/ou admission des prestations. Cette date sera constatée par l'ordonnateur.

Le délai de paiement pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application de l'article R. 2192-27 du Code de la Commande publique. Il notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R.2192-28 dudit Code.

En application de l'article L.2192-13 du Code de la commande publique, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code la commande publique, le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros, en application de l'article D.2192-35 dudit Code.

6.3.4. Présentation et transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement établies par le titulaire du marché devront l'être dans le respect des dispositions des articles 11.2 à 11.8 du CCAG-PI.

Elles devront également comporter les mentions obligatoires stipulées par l'article D2192-2 du Code de la commande publique.

Pour chaque demande de paiement, le titulaire du marché transmettra au Maître d'Ouvrage une note d'honoraires qui devra comporter à minima le numéro de marché, ainsi que l'intitulé de la mission et le numéro chronologique d'honoraires.

Pour le versement du solde du marché, le titulaire du marché, devra adresser, une demande de paiement portant la mention « Décompte Général Définitif » ou « solde du marché ».

Les demandes de paiement seront transmises au Maître d'Ouvrage exclusivement sous forme dématérialisée.

En effet, l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique prévoit une obligation de dématérialisation des factures pour les fournisseurs des personnes publiques (dont fait partie le Maître d'Ouvrage) avec mise à disposition par l'Etat d'une plateforme partagée.

Toutes les entreprises sont concernées par cette obligation à compter du 1er janvier 2020. Toutes les factures émises par les fournisseurs devront être ainsi dématérialisées sur cette plateforme dénommée Chorus Pro.

Pour accéder au portail Chorus Pro, veuillez suivre le lien suivant :

- <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour de plus amples informations, veuillez suivre le lien suivant :

- <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du Maître d'Ouvrage sont les suivants :

L'établissement est identifié sur le portail comme « **CHU NANTES** ».

Le code Siret : **264 400 136 00471**

Le code service exécutant : « **T** »

Le numéro d'engagement : « **le numéro de marché** »

ARTICLE 7 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETES

7.1. AVANCE

Dans le respect des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire du marché, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, le cas échéant.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite avant l'émission de la première demande de paiement. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues ultérieurement au titulaire au titre des règlements partiels définitifs et le cas échéant du solde du marché. Ce remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

En cas de sous-traitance, les dispositions des articles R. 2193-17 à R.R.2193-21 et selon les mêmes règles que pour le titulaire du marché.

7.2. RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie sur les paiements effectués au profit du titulaire.
De plus, le titulaire du marché sera dispensé de produire un cautionnement.

7.3. NANTISSEMENT DU MARCHE

Le titulaire peut céder ou nantir tout ou partie des créances résultant du présent marché, conformément aux dispositions de l'article R.2191-45 du Code de la commande publique.

Le Maître d'Ouvrage délivre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire, au nantissement ou à la cession du marché, sur demande écrite du titulaire.

7.4. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et chaque cotraitant devront justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommages occasionnés à l'occasion ou du fait de l'exécution des prestations, objets du marché.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, en application de l'article 39 du CCAG-PI.

ARTICLE 8 : PENALITES

En cas de manquement du titulaire du marché à ses obligations, et sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération.

Les pénalités de retard sont dues dès le premier euro et sont cumulables par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, l'ensemble des pénalités, sauf dérogation expresse, s'appliquent sur simple constatation, sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure préalable.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution de ses prestations et notamment la présentation de ses livrables, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont les montants sont précisés à l'article 8.1.

Pour le calcul du montant de la pénalité, les délais s'entendent en jours calendaires.

8.1. PENALITES DE RETARD

8.1.1. Retard dans la remise des livrables relatifs aux éléments de mission n°1 et n°2

En cas de retard dans la présentation finalisée des livrables sollicités au titre des éléments de mission n°1 et n°2, **eu égard à la date contractuelle évoquée à l'article 5.2 ci-avant**, le titulaire du marché encourt sur ses créances des pénalités dont **le montant par jour de retard s'élève à 50 € par document sollicité**.

8.1.2. Retard dans la transmission d'un compte-rendu

En cas de retard dans la présentation d'un compte-rendu, le titulaire sera passible d'une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à **50 €**.

8.1.3. Retard dans la transmission d'un avis formalisé

En cas de retard dans la présentation d'un avis sollicité, le titulaire sera passible d'une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à **75 €**.

8.1.4. Retard dans la proposition d'un chef de projet remplaçant

En cas de retard dans la présentation d'un chef de projet remplaçant conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI évoqué à l'article 4.1 ci-avant, le titulaire sera passible d'une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à **75 €**.

8.2. AUTRES PENALITES

8.2.1. Absence à une réunion

En cas d'absence à une réunion, la pénalité encourue sera de **300 € par absence**.

Un retard de plus d'une demi- heure sera considérée comme une absence.

8.2.2. Absence à un constat sur chantier

En cas d'absence à un constat sur chantier (élément de mission n°3), la pénalité encourue sera de **200 € par absence**.

Un retard de plus d'une demi- heure sera considérée comme une absence.

8.3. MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES

Le montant des pénalités s'entend toujours d'un montant hors taxe (HT). En effet, le montant des pénalités n'est pas assujetti à la TVA. En cas d'application de celle-ci, elles devront être déduites du montant TTC de l'acompte ou du solde à payer.

Une fois le montant des pénalités déterminées, la formule de variation prévue au marché leur est appliquée.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché. Les pénalités peuvent être appliquées par le Maître d'Ouvrage, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

ARTICLE 9 : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacun des éléments de mission visés à l'article 1.2 du présent CCP et dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Un élément de mission est considéré comme une partie technique au sens du CCAG-PI.

9.2. INDEMNITES

Cette décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, entraîne la résiliation du marché.

Cette dernière n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

10.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

En application de l'article 33 du CCAG PI, la personne publique peut résilier le marché en tout ou partie sans qu'il y ait faute du titulaire et en dehors des cas prévus à l'article 38 dudit CCAG.

Elle n'est pas tenue de justifier sa décision.

Le montant de l'indemnité de résiliation sera obtenu en appliquant, au montant initial hors taxe du marché diminué du montant hors taxe non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 1% par dérogation à l'article 40 du CCAG PI.

10.2. RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE DU MARCHE

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire du marché et acceptées par le Maître d'Ouvrage, sera rémunérée avec un abattement de 10 %.

Dans ce cas, la personne publique pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire en application de l'article 27 du CCAG PI.

10.3. RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus de l'article 38 du CCAG-PI, seule la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire du marché et acceptées par le Maître d'Ouvrage sera rémunérée.

ARTICLE 11 : UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application des dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

L'acheteur peut donc librement utiliser l'ensemble des livrables produits, même de manière partielle par le titulaire du marché.

A l'issue du marché, le titulaire cède, à titre exclusif et de manière définitive, l'intégralité de tous les droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale permettant à l'acheteur de les exploiter librement notamment pour les destinations prévues ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Les droits d'utilisation sous toute forme, mêmes non prévues ou non prévisibles à la date de notification du présent marché ;
- Le droit de reproduction qui s'entend du droit de reproduire ou de faire reproduire, d'adapter ou de faire adapter, sans limitation du nombre et en tout format les résultats du marché ;
- Le droit d'adapter, de modifier, transformer tout ou partie des résultats et de les utiliser ou de les intégrer à d'autres œuvres intellectuelles ;
- Le droit de distribuer, diffuser ou éditer par tous moyens et sur tout support, auprès de tout tiers (entreprises, institutions, autorités publiques...)

Le coût de la présente cession est compris dans le prix du marché.

ARTICLE 12 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Maître d'Ouvrage et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la mission confiée au titulaire du marché les parties devront rechercher un accord à l'amiable, en application de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, tout litige sera porté devant le tribunal administratif de Nantes dont le siège est sis 6 allée de l'Île Gloriette.

ARTICLE 13 : LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du présent C.C.P. portant dérogation
Article 4.1.	Article 2.1
Article 4.2.1	Article 2.2
Article 28.4.2	Article 4.4.1
Article 26.2	Article 4.4.2
Article 27	Article 4.4.2
Article 14.1.2 et Article 14.1.3	Article 8
Article 14.1.1	Article 8
Article 40	Article 10.1